

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION EN GUADELOUPE

BILAN ET PERSPECTIVES



DÉCEMBRE 2013

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION
ET DE LA COMMUNICATION
EN GUADELOUPE

BILAN ET PERSPECTIVES

Sommaire

INTRODUCTION	3
1. LES AGRÉGATS ÉCONOMIQUES	4
A. LES IMPORTATIONS D'ORDINATEURS ET D'ACCESSOIRES.....	4
B. LES IMPORTATIONS DE TÉLÉPHONES MOBILES.....	5
C. LES ABONNEMENTS.....	5
III. L'ABONNEMENT À LA TÉLÉVISION COUPLÉ AVEC L'ACCÈS À L'INTERNET	6
IV. REVENUS ET VOLUMES DES ABONNEMENTS ET COMMUNICATIONS	7
D. LES COMMUNICATIONS SUR LARGE BANDE.....	8
E. LES PRESTATIONS DE GROS ACHETÉS PAR LES OPÉRATEURS SUR LE HAUT DÉBIT	8
F. LES SERVICES MOBILES.....	9
G. CONSERVATION DE NUMÉROS MOBILES	10
2. EMPLOI SALARIÉS DANS LES TIC	11
3. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DES TIC	13
a. La stratégie numérique pour l'Europe.....	13
b. La stratégie de cohérence régionale pour l'aménagement numérique (SCORAN)	13

INTRODUCTION

Un des principaux leviers de la croissance, de la compétitivité des territoires et des entreprises à l'échelle planétaire depuis les trente dernières années est la révolution des technologies de l'information et de la communication appelée économie numérique¹.

Au plan technique, cette révolution est l'accroissement remarquable des capacités de collecte, de traitement et de stockage de l'information. Cette innovation de rupture² a radicalement transformé aussi bien les processus que les pratiques de tous les secteurs d'activité, des administrations, les modes de productions ainsi que le management des entreprises et des hommes.

La Guadeloupe n'a pas été en marge de cette innovation de rupture, bien au contraire, l'étude de ce secteur que nous avons réalisée en 2001 montrait déjà que le développement remarquable des TIC en Guadeloupe était étroitement lié aux externalités positives de réseaux³ qui ont contribué à la réduction des coûts de production de l'entreprise.

Ce dossier qui s'inscrit dans la continuité de celle de 2001 met en évidence les principaux indicateurs permettant d'apprécier d'une part, le poids de ce secteur, et d'autre part, des technologies qui y sont associées à l'instar de la téléphonie. Elle s'attachera par ailleurs à en tracer les perspectives de développement.

¹ <http://www.fondation.dauphine.fr/nos-chaire/chaire-economie-numerique/chaire/9/>

² C'est un changement radical de technologie. C'est le cas du CDROM par rapport au vinyle ; c'est le cas du e-commerce par rapport au commerce traditionnel. C'est l'occasion pour les nouveaux entrants de se positionner sur le marché, bouleversant ainsi la hiérarchie des acteurs.

³ Il s'agit des facteurs qui permettent à l'entreprise de bénéficier de l'action d'autres acteurs économiques ; c'est-à-dire la possibilité offerte à une entreprise de bénéficier d'économie externes, indépendantes de la gestion de l'entrepreneur. Le commerçant bénéficie ainsi des retombées de ses frais de publicité de ses voisins de la zone de chalandise de la proximité des clients et fournisseurs...

LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION EN GUADELOUPE BILAN ET PERSPECTIVES

1. LES AGRÉGATS ÉCONOMIQUES

A. LES IMPORTATIONS D'ORDINATEURS ET D'ACCESSOIRES

L'utilisation des technologies de l'information et de la communication requiert en amont la mise en place des équipements adéquats pour contribuer à l'offre de services dédiés. C'est ainsi que sur la période 2009-2011, la valeur des importations d'ordinateurs et accessoires s'établit à 79,19 millions d'euros. Depuis 2009, la demande est en croissance régulière, +5,9% en 2010 et +8,7% en 2011. Trois fournisseurs principaux contribuent à la demande locale, la France hexagonale à hauteur de 48,9%, la Chine, 32,9% et l'Irlande, 4,9%. Tableau 1.

Tableau 1 : Les importations d'ordinateurs et accessoires (M€)

	2009	2010	2011	Total	%
Australie	1 770	5 280	0	7 050	0,01
Belgique	5 587	23 194	0	28 781	0,04
Canada	32 509	9 304	42 137	83 950	0,11
Suisse	10 391	5 084	104 551	120 026	0,15
Chine	7 591 930	8 857 083	9 642 398	26 091 411	32,95
République tchèque	865 379	207 644	289 289	1 362 312	1,72
Allemagne	47 753	207 652	79 931	335 336	0,42
Dominique	1 348	0	0	1 348	0,00
Espagne	0	0	3 301	3 301	0,00
France	10 538 156	13 007 020	15 196 846	38 742 022	48,93
Royaume-Uni	203 665	21 982	7 757	233 404	0,29
Guyane française	11 573	3 033	0	14 606	0,02
Hongrie	21 531	2 666	99 291	123 488	0,16
Hong-Kong	0	6 040	3 794	9 834	0,01
Indonésie	0	1 916	2 211	4 127	0,01
Irlande	1 949 332	1 543 729	441 130	3 934 191	4,97
Israël	25 473	0	0	25 473	0,03
Inde	0	6 360	39 007	45 367	0,06
Iran	14 783	41 250	32 190	88 223	0,11
Italie	1 692	8 258	0	9 950	0,01
Japon	59 176	31 661	63 954	154 791	0,20
Corée du sud	20 289	11 593	20 289	52 171	0,07
Mexique	0	635	17 533	18 168	0,02
Malaisie	0	595	84 811	85 406	0,11
Pays-Bas	127 111	51 172	47 823	226 106	0,29
Philippines	0	0	6 516	6 516	0,01

Pologne	7 003	5 206	22 353	34 562	0,04
Roumanie	28 253	0	4 320	32 573	0,04
Suède	0	2 999	0	2 999	0,00
Slovaquie	6 320	1 378	2 934	10 632	0,01
Syrie	2 149	0	0	2 149	0,00
Thaïlande	179 022	108 389	3 264	290 675	0,37
Taiwan	149 118	142 567	72 041	363 726	0,46
Etats-Unis	542 900	647 067	413 558	1 603 525	2,03
Afrique du sud	0	300	0	300	0,00
Autres ⁴	2 211 396	1 159 552	1 661 564	5 032 512	6,36
Total	24 652 069	26 112 341	28 422 315	79 186 725	100,00
% variation		5,94	8,74		

Source : Douanes

B. LES IMPORTATIONS DE TÉLÉPHONES MOBILES

Depuis 2009, les importations de téléphones mobiles s'inscrivent en valeur à la baisse, -2,05% en 2010, -1,97% en 2011, soit 25 M€ en moyenne annuelle sur la période 2009-2011. 6 fournisseurs principaux répondent à la demande locale dont 4 détiennent le leadership du marché de fourniture, la France hexagonale, 41,9%, la Chine, 31,7% la Corée du Sud 8,6 et la Suède, 5%. Tableau 2.

Tableau 2: Les importations de téléphones mobiles

	2009	2010	2011	Total	%
Chine	7 349 810	9 973 745	7 344 214	24 667 769	31,78
France	9 219 099	9 916 710	12 887 541	32 023 350	41,91
Hongrie	804 403	1 269 220	1 095 708	3 169 331	4,15
Corée du sud	5 099 276	527 442	1 014 345	6 641 063	8,69
Suede	1 308 582	1 530 065	979 064	3 817 711	5,00
Taiwan	298 076	978 132	861 012	2 137 220	2,80
Autres pays	1 915 294	1 265 076	776 137	3 956 507	5,18
Total	25 994 540	25 460 390	24 958 021	76 412 951	100,00
% var.		-2,05	-1,97		

Source : Douanes

C. LES ABONNEMENTS

I. LA TÉLÉPHONIE FIXE

Au 31 décembre 2011, le nombre d'abonnés à la téléphonie fixe s'établit à 700 000 pour l'ensemble des Département et collectivités ultramarins. 25% des abonnements sont en voix sur large bande, en progression de 5 points sur un an. La conservation du numéro fixe (80 000 en 2011) est en forte hausse dans la majorité des départements. Tableau 3.

⁴ Pays et territoires non déterminés dans les échanges extra

Tableau 3 : Parc total d'abonnés au service de téléphone (Millions d'unités)

	2009	2010	2011	% évol.
Parc total	0,692	0,680	0,700	3,0%
- Dont Antilles Guyane	0,437	0,427	0,434	1,6%
- Dont Réunion Mayotte	0,252	0,249	0,263	5,6%
- Dont St Pierre et Miquelon	0,004	0,004	0,004	ns

Source : ARCEP

II. L'ACCÈS À INTERNET HAUT DÉBIT

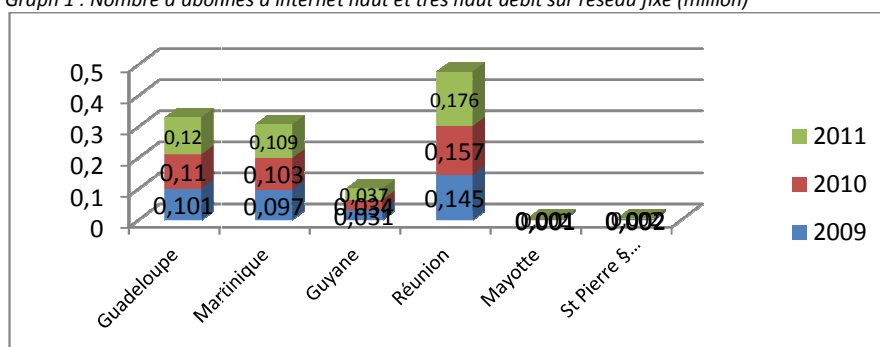
Cette technologie a considérablement évolué dans les régions ultramarines ; l'ARCEP a dénombré 446 000 abonnements soit un taux de 94% qui se rapproche de la moyenne nationale, 99%. Près du quart des clients qui disposent d'un accès haut débit ont également souscrit une offre TV auprès de leur opérateur. Parallèlement l'accès à l'internet par le bas débit est en perte de vitesse ; -60% du nombre d'abonnement.

Tableau 4 : Nombre d'abonnés à internet haut et très haut débit sur réseau fixe (million)

	2008	2009	2010	2011	% évol.
Guadeloupe		0,101	0,110	0,120	9,09
Martinique		0,097	0,103	0,109	5,83
Guyane		0,031	0,034	0,037	8,82
Réunion		0,145	0,157	0,176	12,10
Mayotte		0,001	0,001	0,002	100,00
St Pierre § Miquelon		0,002	0,002	0,002	0,00
Total	0,360	0,377	0,407	0,446	9,58

Source : ARCEP

Graph 1 : Nombre d'abonnés à internet haut et très haut débit sur réseau fixe (million)



Source : ARCEP

III. L'ABONNEMENT À LA TÉLÉVISION COUPLÉ AVEC L'ACCÈS À L'INTERNET

Cet indicateur a également connu une croissance remarquable sur la période 2010-2011 sur l'ensemble des outremer excepté la Martinique qui stagne à 28 000 abonnés.

Tableau 5 : Nombre d'abonnement à la TV couplés avec l'accès internet (millions d'unités)

	2010	2011	% évol.
Parc total d'abonnés TV	0,086	0,106	23,26
- Dont Guadeloupe	0,030	0,034	13,33
- Dont Martinique	0,028	0,028	0,00
- Dont Guyane	0,03	0,05	66,67
- Dont Réunion/Mayotte	0,023	0,039	69,57
- Dont St Pierre § Miquelon	<0,001	<0,001	

Source : ARCEP

Tableau 6 : Abonnement à l'internet bas débit (millions d'unités)

	2008	2009	2010	2011	% évol.
Parc total d'abonnés TV	0,024	0,090	0,075	0,030	-60,00
- Dont Martinique		0,022	0,015	0,05	233,33
- Dont Guadeloupe St Mart.§ St Barth		0,026	0,018	0,007	-61,11
- Dont Guyane		0,010	0,07	0,002	-97,14
- Dont Réunion/Mayotte		0,032	0,035	0,016	-54,29
- Dont St Pierre § Miquelon		<0,01	<0,01	<0,001	

Source: ARCEP

IV. REVENUS ET VOLUMES DES ABONNEMENTS ET COMMUNICATIONS

En 2011, pour l'ensemble des DCOM, l'utilisation du haut débit aura généré 213M€ de revenu, un chiffre en progression au dépens du bas débit qui est en repli et qui contribue parallèlement à la baisse de la téléphonie fixe. Pour mémoire, le haut débit représente 53% du revenu des services fixes dans les DCOM contre 61% au plan national ; le marché des DCOM représente 2,5% du revenu des services fixes du territoire national. En 2011, 2 milliards de minutes de communication au départ des postes fixes ont été comptabilisées, un chiffre en hausse de 5,4% en variation annuelle.

Tableau 7 : Revenus générés par les services fixes (millions d'euros)

	2008	2009	2010	2011	% évol.
Revenus liés au service téléphonique en RTC ⁵ (abonnement et communication)	290	345	337	189	-43,92
- Dont Antilles Guyane		225	219	127	-42,01
- Dont Réunion Mayotte		119	116	60	-48,28
- Dont St Pierre et Miquelon		2	2	2	0,00
Revenus de l'internet bas débit		8	6	2	-66,67
- Dont Antilles Guyane		4	3	1	-66,67
- Dont Réunion Mayotte		4	3	1	-66,67
- Dont St Pierre et Miquelon		ns	ns	ns	
Revenus du haut et très haut débit	130	142	169	213	26,04
- Dont Antilles Guyane		90	99	122	23,23
- Dont Réunion Mayotte		51	68	89	30,88
- Dont St Pierre et Miquelon		2	2	2	0,00

Source : ARCEP

Tableau 8 : Volume de communications des services fixes bas débit (RTC (millions de minutes)

	2010	2011	% évol.
Volume de communication bas débit (RTC)	1420	1353	-4,72
- Dont Martinique	482	463	-3,94
- Dont Guadeloupe St Mart.§ St Barth	478	460	-3,77
- Dont Guyane	109	104	-4,59
- Dont Réunion/Mayotte	340	316	-7,06
- Dont St Pierre § Miquelon	11	10	-9,09
dont volume de communication en RTC vers les mobiles	233	197	-15,45
- Dont Martinique	60	51	-15,00
- Dont Guadeloupe St Mart.§ St Barth	72	62	-13,89
- Dont Guyane	24	21	-12,50
- Dont Réunion/Mayotte	76	62	-18,42
- Dont St Pierre § Miquelon	1	2	100,00

⁵ Le réseau téléphonique commuté (ou RTC) est le réseau du téléphone (fixe et mobile), dans lequel un poste d'abonné est relié à un central téléphonique par une paire de fils alimentée en batterie centrale (la boucle locale). Les centraux sont eux-mêmes reliés entre eux par des liens offrant un débit de 2 Mb/s : ce sont les Blocs Primaires Numériques (BPN).

D. LES COMMUNICATIONS SUR LARGE BANDE

Rappelons que La téléphonie large-bande se distingue de la téléphonie classique par une bande passante⁶ plus importante (50-7000 Hz) permettant d'améliorer sensiblement la qualité d'écoute. Les réseaux de téléphone filaire ou téléphone mobile permettent de transmettre la voix d'un correspondant entre 300 et 3400 Hz. La téléphonie large-bande utilise des procédés internationaux spécifiques (codecs) qui permettent d'obtenir des voix haute définition.

Le service de téléphonie par internet (VoIP) Skype⁷ utilise la téléphonie large-bande, un procédé qui devrait remplacer à terme le téléphone classique.

Tableau 8 : Volume de communications des services fixes en voix sur large bande (millions de minutes)

	2010	2011	% évol.
Volume de communication bas en voix sur large bande	510	681	33,53
- Dont Martinique	157	220	40,13
- Dont Guadeloupe St Mart.§ St Barth	124	170	37,10
- Dont Guyane	29	36	24,14
- Dont Réunion	200	254	27,00
dont volume de communication en VLB vers les mobiles⁸	53	116	118,87
- Dont Martinique	19	44	131,58
- Dont Guadeloupe St Mart.§ St Barth	11	22	100,00
- Dont Guyane	4	10	150,00
- Dont Réunion	19	41	115,79

Source: ARCEP

LES PRESTATIONS DE GROS ACHETÉS PAR LES OPÉRATEURS SUR LE HAUT DÉBIT

A l'instar du marché national, le marché de gros de l'ADSL est porté par le dégroupage⁹ ; en revanche, le « bitstream » recule¹⁰.

⁶ La **bande passante** (angl. *bandwidth*) est un intervalle de fréquence pour lesquelles l'amplitude de la réponse d'un système correspond à un niveau de référence, donc sur lequel ce système peut être considéré comme 'fiable'.

⁷ **Skype** est un logiciel propriétaire qui permet aux utilisateurs de passer des appels téléphoniques via Internet. Les appels d'utilisateur à utilisateur sont gratuits, tandis que ceux vers les lignes téléphoniques fixes et les téléphones mobiles sont payants. Il existe des fonctionnalités additionnelles comme la messagerie instantanée, le transfert de fichiers et la visioconférence.

⁸ La VLB , c'est la « largeur » ou « la capacité » d'une voie de communication téléphonique

⁹ Le dégroupage est une opération technique permettant l'ouverture du réseau téléphonique local à la concurrence. En effet, les opérateurs tiers ne disposent pas de la boucle locale qui appartient à l'opérateur téléphonique historique du pays. Le dégroupage permet aux opérateurs tiers d'accéder à cette boucle locale, soit en partie par le biais du dégroupage partiel, soit en totalité par le biais du dégroupage total.

¹⁰ Le BitStream (bit stream mot anglais qui signifie flux de données binaires) est une offre permettant aux fournisseurs d'accès internet alternatifs (FAI) de proposer une offre dans les endroits qu'ils n'ont pas dégroupés. Elle ressemble beaucoup à l'ADSL nu, mis à part le fait que le client conserve son abonnement auprès de l'opérateur historique (POTS). En France, les prestations « bitstream » consistent en une revente de l'offre de gros de France Télécom dénommée « DSL Access ».

Tableau 9 : les accès ADSL achetés (millions d'unités)

	2009	2010	2011	% évol.
Nombre d'accès en dégroupage	0,076	0,101	0,151	49,50
- Dont Martinique	0,022	0,022	0,036	63,64
- Dont Guadeloupe St Mart.§ St Barth	0,019	0,023	0,034	47,83
- Dont Guyane	0,005	0,005	0,009	80,00
- Dont Réunion	0,031	0,051	0,073	43,14
dont volume de communication en VLB vers les mobiles¹¹	0,040	0,036	0,027	-25,00
- Dont Martinique	0,011	0,014	0,005	-64,29
- Dont Guadeloupe St Mart.§ St Barth	0,008	0,008	0,004	-50,00
- Dont Guyane	0,002	0,002	0,001	-50,00
- Dont Réunion	0,018	0,012	0,017	41,67

Source: ARCEP

E. LES SERVICES MOBILES

Dotées de 2,7 millions de cartes SIM, les DCOM représentent 3,9% du parc total du territoire national. Depuis 2008, la progression annuelle de 100 000 cartes SIM s'inscrit en hausse de 160 000 cartes en 2011 ; cette progression a davantage profité à la zone Antilles/Guyane dont le taux de pénétration¹² progresse de 15 points en 2011 contre 11 les 3 années précédentes. Le nombre de clients ultramarins des services mobiles s'inscrit en hausse de 160 000 cartes additionnelles contre 100 000 par an au cours des 3 années précédentes. Avec un taux de pénétration moyen de 125%, contre 105 en Métropole, ce leadership s'explique en partie par la forte propension des DOM à détenir davantage de cartes prépayées, 49,6% contre 29% dans l'Hexagone. Ce particularisme est plus marqué en Guadeloupe, Guyane et Mayotte).

Tableau 10 : Abonnement aux services mobiles (millions d'unités)

	2008	2009	2010	2011	% évol.
Martinique	0,470	0,498	0,534	0,574	7,49
- Pos payé	0,279	0,289	0,300	0,310	3,33
- prépayé	0,191	0,209	0,234	0,264	12,82
Guadeloupe St Mart § St Barth	0,526	0,553	0,612	0,677	10,62
- Pos payé	0,264	0,277	0,293	0,308	5,12
- prépayé	0,262	0,276	0,320	0,369	15,31
Guyane	0,219	0,235	0,257	0,287	11,67
- Pos payé	0,095	0,102	0,108	0,114	5,56
- prépayé	0,124	0,132	0,149	0,172	15,44
Réunion	0,902	0,917	0,911	0,922	1,21
- Pos payé	0,453	0,491	0,523	0,555	6,12
- prépayé	0,449	0,427	0,388	0,367	-5,41
Mayotte	0,161	0,176	0,180	0,191	6,11
- Pos payé	0,036	0,043	0,042	0,045	7,14
- prépayé	0,125	0,133	0,138	0,146	5,80
St Pierre § Miquelon	0,003	0,003	0,004	0,004	0,00
- Pos payé	0,002	0,002	0,002	0,002	0,00
- prépayé	0,001	0,001	0,002	0,001	-50,00
Nombre de clients aux services mobile	2,282	2,382	2,498	2,654	6,24

Source: ARCEP

¹¹ La VLB , c'est la « largeur » ou « la capacité » d'une voie de communication téléphonique

¹² Le taux de pénétration s'obtient en divisant le nombre de carte SIM en service par la population du Département.

Graph 2 : Les abonnements aux services mobiles selon le Département en 2011

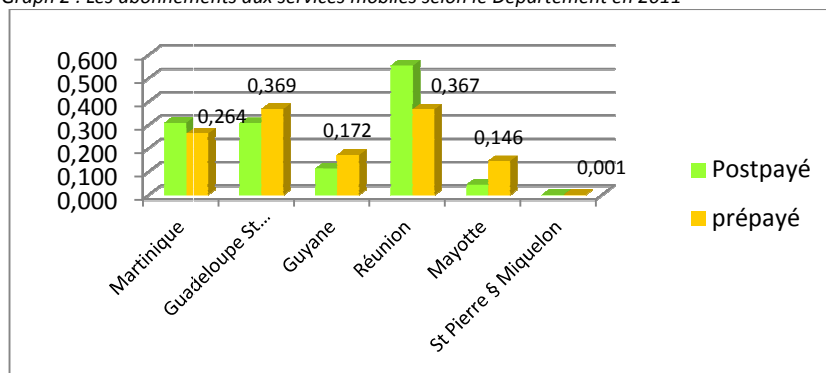


Tableau 11 : Taux de pénétration des services mobiles dans les DCOM

	Population au 1er janvier 2009	2010	Population au 1er janvier 2010	2011	Evol.
Martinique	402 000	133%	399 636	144%	+11 points
Guadeloupe St Mart. & St Barth	447 700	136%	448 094	151%	+15 points
Guyane	229 000	112%	232 223	123%	+11 points
Réunion	817 000	112%	833 451	111%	-1 point
Mayotte	196 500	92%	201 000	95%	+3 points
St Pierre & Miquelon	6 345	58%	6345	59%	+1 point
Taux de pénétration des services mobiles	2 098 545	123%	2 120 749	125%	+ 2 points

Source: ARCEP

F. CONSERVATION DE NUMÉROS MOBILES

Tout abonné peut changer d'opérateur tout en conservant son numéro de téléphone, que celui-ci soit fixe (sans changer d'implémentation géographique dans le cas des numéros géographiques) ou mobile. On parle aussi bien de "portabilité du numéro" que de "conservation du numéro".

Tableau 12 : Conservation de numéros mobiles (Unités)

	2009	2010	2011	% évol.
Martinique	9400	10400	12400	19,23
Guadeloupe	7100	8000	9400	17,50
Guyane	1900	2900	3200	10,34
Réunion	14600	14600	16100	10,27
Mayotte	200	400	400	0,00
Nombre de numéros portés au cours de l'année	33200	36300	41500	14,33

Source: ARCEP

En 2011, le marché des mobiles aura généré dans les DCOM 794M€ de revenu, soit 4,2% du marché global pour 3,6 milliards de minutes, soit 3,4% du marché global du mobile. Ce sont environ 4 milliards de SMS envoyés en 2011 soit 2,7% du marché total, mettant ainsi en évidence le dynamisme de ce segment de marché, en croissance de 35% en glissement annuel. A noter que 6 SMS su 10 sont émis par les clients réunionnais.

Tableau 12 : Nombre de SMS émis (millions)

	2010	2011	% évol.
Martinique	422	668	58,29
Guadeloupe/St Martin/St Barth	398	591	48,49
Guyane	142	203	42,96
Réunion	1988	2388	20,12
Mayotte	17	148	770,59
St Pierre § Miquelon	≤1	-	-
Nombre de SMS émis au cours de l'année	2966	3997	34,76

Source: ARCEP

Tableau 12 : Volume de minutes sortantes en 2011

Millions de minutes	Martinique	Guadeloupe/St Martin/St Barth	Guyane	Mayotte	Réunion	St Pierre § Miquelon	Total
Volume de minutes sortantes en 2011	920	930	360	270	1100	2	3582

Source: ARCEP

2. EMPLOI SALARIÉS DANS LES TIC

Sur la période 2006-2011, ce sont en moyenne 1428 salariés qui opèrent dans le secteur des TIC. Les années 2008 et 2010 ont été marquées par des baisses de l'effectif respectivement de 3,3 et de 15%. Ce chiffre se stabilise à 1388 actifs en 2011, en hausse de 1,4% en variation annuelle. (Cf. Tableau 13). Dans ce secteur, les branches télécommunication sont les plus gros employeurs avec 67% des actifs employés en 2011.

En 2011, 65 employeurs se partagent ce marché dont plus de la moitié dans les télécommunications. Depuis 2009, le nombre d'employeurs enregistre une croissance régulière.

Département Economie § Affaires européennes

Tableau 12 : Evolution de l'emploi salarié dans les secteurs "TIC" en Guadeloupe entre 2006 et 2011

Libellé de l'activité	2006		2007		2008		2009		2010		2011		Part effectif sal. En 2011
	Effectif salarié moyen	Nombre d'employeurs	Effectif salarié moyen	Nombre d'employeurs	Effectif salarié moyen	Nombre d'employeurs	Effectif salarié moyen	Nombre d'employeurs	Effectif salarié moyen	Nombre d'employeurs	Effectif salarié moyen	Nombre d'employeurs	
Édition de chaînes généralistes	218	1	265	1	257	1	467	2	250	2	248	2	17,83
Édition de chaînes thématiques	90	2	94	2	83	1	82	1	85	1	85	1	6,09
Télécommunications filaires	744	19	697	20	640	19	662	26	623	27	617	27	44,41
Télécommunications sans fil	286	5	280	5	281	5	295	8	300	8	315	11	22,71
Autres activités de télécommunication	70	17	85	15	112	19	107	20	111	22	124	24	8,96
Total	1 408	44	1 420	43	1 373	45	1 613	57	1 369	60	1 388	65	100,00
évolution nombre d'emplois			0,91		-3,33		17,49		-15,15		1,41		
évolution nombre d'entreprises				-2,27		4,65		26,67		5,26		8,33	

Source : CGSS

3. PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DES TIC

a. La stratégie numérique pour l'Europe

Les perspectives de développement des TIC en Guadeloupe dépendent étroitement de la stratégie numérique impulsée par l'Union européenne sur la période 2010-2020. Cette dernière identifie six obstacles majeurs à éradiquer au préalable qui se déclinent comme suit :

- le cloisonnement des marchés numériques;
- le manque d'interopérabilité;
- l'augmentation de la cybercriminalité et le risque de défiance vis-à-vis des réseaux;
- le manque d'investissement dans les réseaux;
- l'insuffisance des efforts de recherche et d'innovation;
- le manque de compétences numériques;

L'organisation du marché numérique pour les six prochaines années requiert selon les orientations de la Commission européenne¹³ :

- Simplifier la gestion des droits d'auteur et l'octroi des licences transnationales;
- Faciliter le paiement et la facturation électronique
- Protéger davantage les données, assurer la sécurité des consommateurs
- Unifier les services de télécommunication, harmoniser la numérotation des services et bandes de fréquence
- Lutter contre la cybercriminalité, le non respect de la vie privée
- Promouvoir l'accès rapide et ultrarapide à l'internet
- Investir dans la recherche et l'innovation
- Favoriser la culture, les compétences et l'intégration numérique(FSE)
- Mettre les TIC au service de la société notamment en développant la médecine en ligne, un système de transport intelligent et gérer le changement climatique.

b. La stratégie de cohérence régionale pour l'aménagement numérique (SCORAN)

Dans la perspective d'une inscription de la Guadeloupe dans les objectifs du programme national très haut débit, la Région Guadeloupe a défini en juin

¹³ In COM(2010) 245

2013 les contours de ses ambitions à moyen et long terme. L'objectif majeur est de garantir une continuité territoriale numérique dans l'archipel et de tendre vers le 'très haut débit pour tous', à un tarif pertinent, à l'horizon 2025.

Cette action s'inscrit dans la continuité de celle déjà amorcée par la Région Guadeloupe qui a débouché sur la construction et l'exploitation d'un câble sous-marin de télécommunications à haut débit. Une initiative qui a contribué au désenclavement numérique du territoire et la baisse des prix de la bande passante.

Le SCORAN lancé depuis 2009 aura identifié à ce jour les orientations suivantes :

- ✚ Inscrire ce schéma dans une logique d'intervention sur la partie du territoire non couverte par les opérateurs privés faute de rentabilité ;
- ✚ Définir les scénarios pour la couverture numérique de ces territoires (fibre optique ou technologies alternative en raison de la topographie) ;
- ✚ Choisir la structure de gouvernance pour le portage du projet qui pourrait être un GIE, un GIP ou une SEM...
- ✚ Faire le choix du type de structure de gouvernance qui assurera le portage du projet (GIP, GIE, SEM, etc.).
- ✚ L'investissement prévu pour ce déploiement numérique pour les 10 prochaines années s'établit à 155M€ financé sur fonds FEDER/Collectivités/Fonds stratégiques numériques.

**Sous la Direction de
M Alain BIEVRE, Directeur général**

**Rédaction
M. Mathias BINI
Chef du Département Economie et Affaires européennes**

Décembre 2013

ISSN en cours